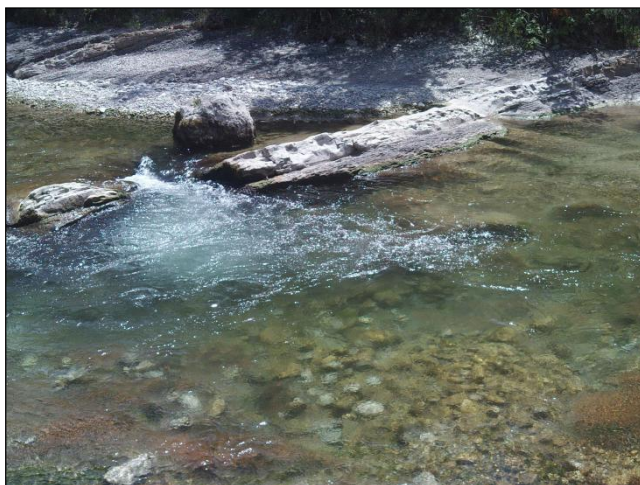


RAPPORT

Affaire n° KR7166 du 07/03/2019

COMMUNE DE CHATILLON EN DIOIS (26)

Mise à jour du zonage d'assainissement
Dossier enquête publique



Historique des révisions				
VERSION	DATE	COMMENTAIRES	RÉDIGÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :
1	07/03/2019	Intégration des renseignements et compléments du courriel du 13/02/2019	NM	NM
0	22/02/2018	Création de document	NM	NM

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE CHATILLON EN DIOIS (26)

Mission : Mise à jour du zonage d'assainissement
Dossier enquête publique

Affaire n° : KR7166

En date du : 07/03/2019

Contact : Nour MADID

Adresse : Naldeo - Agence de DROMARDECHE
130 rte de Châteauneuf
CS 50118
FR-26203 Montélimar Cedex
Tél. : 04 75 92 05 70
Fax : 04 75 92 05 79

Table des matières

1	OBJECTIF DU DOSSIER	6
2	RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES	7
2.1	Rappel	7
2.2	Aspects réglementaires	7
2.2.1	L'assainissement collectif	8
2.2.2	L'assainissement non collectif	9
2.2.3	Règlement d'assainissement collectif	9
3	PRESENTATION DE LA COMMUNE	10
3.1	Milieu physique	10
3.1.1	Situation générale	10
3.1.2	Contexte socio- démographique	10
3.1.3	Activités autres que domestiques	11
3.1.4	Urbanisme	11
3.2	Contexte naturel	11
3.2.1	Contexte climatologique	11
3.2.2	Topographie	12
3.2.3	Contexte géologique et hydrogéologique	12
3.2.4	Captage A.E.P	13
3.2.5	Contexte hydrologique	13
3.2.6	Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE)	16
3.2.7	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et contrat de rivière	16
3.2.8	Zones protégées	16
3.2.9	Risques d'inondation	17
4	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	18
4.1	Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)	18
4.2	Analyse des données fournies	18
4.3	Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif	18
4.3.1	Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome	18
4.3.2	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	19
4.3.3	Remarques importantes	19
4.3.4	Coûts du projet et répercussions financières	19
4.3.5	Répercussions financières	20
5	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	21
5.1	Généralités	21
5.2	Réseau d'assainissement	21

5.3	Description de l'ouvrage de traitement.....	22
5.4	Performances de l'assainissement collectif.....	22
5.4.1	Campagne en nappe basse.....	22
5.4.2	Campagne en nappe haute	23
5.4.3	Modélisation hydraulique.....	23
5.5	Le milieu récepteur.....	24
5.6	Programme de travaux proposés pour l'élimination des eaux claires parasites et hiérarchisation ..	24
5.6.1	Programme de travaux proposés pour l'élimination des eaux claires parasites.....	24
5.6.2	Hiérarchisation des travaux	26
5.7	Suites données au programme de travaux proposés	27
6	FINANCEMENT	28
6.1	Modalités d'éligibilité aux aides.....	28
6.2	Taux actuels de subventions	28
6.3	Agence de l'Eau	28
6.4	Département de la Drôme	28
6.4.1	Les travaux éligibles.....	29
6.5	Charges pour la commune et sources de revenus	31
6.5.1	Sources de revenus	31
6.5.2	Intégration dans le budget communal	31
7	CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES	32
8	LES EAUX PLUVIALES	34
8.1	Problématique générale	34
8.2	L'assainissement pluvial.....	35
9	REPONSABILITE DU MAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'HYGIENNE DANS LA COMMUNE	36
10	ANNEXES	37
10.1	Captage AEP et son périmètre	37
10.2	ZNIEFF	38
10.3	NATURA 2000	39
10.4	Zones humides	41
10.5	Zones inondables.....	42
10.6	Cartes d'aptitude des sols (sans objet)	43
10.7	Plan zonage assainissement des eaux usées.....	44

10.8	Copie de la Délibération Municipale sur le zonage d'assainissement et eaux pluviales	45
------	--	----

1 OBJECTIF DU DOSSIER

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du code des communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrite dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10), stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

L'objet du dossier est de présenter le zonage d'assainissement eaux usées de la Commune de **CHATILLON EN DIOIS**. Ce document sera soumis à l'enquête publique, en même temps que le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Cette démarche est portée par la commune de **CHATILLON EN DIOIS**, dans le cadre de sa compétence assainissement. Le présent document a pour objectifs principaux :

- La mise à jour du zonage d'assainissement du territoire communal, au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau,
- L'actualisation des données recueillies dans le cadre de l'étude diagnostic et schéma directeur d'assainissement en 2012

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante opposable aux tiers, annexée au document d'urbanisme communal, à savoir le **PLU**.

En effet, toute attribution nouvelle de permis de construire sur le territoire de **CHATILLON EN DIOIS** tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement : il pourra être modifié, notamment pour des contraintes nouvelles d'urbanisme, en respectant les procédures légales (enquête publique).

Le présent dossier d'enquête publique, dont l'objet est d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la collectivité de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale, est composé :

- de la présente notice justifiant le zonage d'assainissement des eaux usées,
- de la carte de zonage d'assainissement des eaux usées.

2 RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES

2.1 Rappel

L'assainissement « non collectif » (ou assainissement « autonome ») : il s'applique aux systèmes destinés à traiter les eaux usées domestiques sans recourir à un réseau public de collecte. Ainsi, certains assainissements « regroupés » seront dits « non collectifs », dès lors qu'ils restent exclusivement en domaine privé.

L'assainissement « collectif » : il concerne les systèmes de collecte et de traitement qui desservent les habitations raccordées à un réseau public d'assainissement. Cette notion inclut les systèmes dits « regroupés » dérivés des systèmes d'assainissement « autonome », ou encore « non collectif », dès lors que ces systèmes « regroupés » sont, au moins pour une partie, mis en place sur le domaine public et gérés par une collectivité.

(Arrêté du 6 mai 1996, paru au JO du 8 juin 1996)

Pour répondre à l'assainissement d'une zone d'habitat, deux orientations techniques sont envisageables :

- Première orientation technique : **l'assainissement non collectif**

Cette option prévoit la collecte, le traitement, et la dispersion des eaux usées à l'échelle parcellaire.

Elle s'adapte à un tissu d'habitat diffus à moyennement dense. L'examen de la carte pédologique permet la définition des filières, celui de l'examen parcellaire, la difficulté des travaux d'installation.

- Deuxième orientation technique : **l'assainissement collectif**

L'ensemble des habitations est raccordé à un réseau unique de collecte dirigé vers un site unique de traitement. Elle s'adapte bien au contexte d'habitat dense.

Cependant, les hameaux trop éloignés sont traités par une solution collective s'apparentant à un système non collectif surdimensionné, afin d'éviter toute aberration financière.

L'assainissement des eaux pluviales peut être assuré par des fossés naturels, des réseaux pluviaux ouverts ou enterrés, des réseaux unitaires dirigeant eaux usées et eaux pluviales vers des installations de traitement et par des techniques alternatives limitant les transferts d'eaux pluviales.

Dans certains cas, la pollution apportée par les eaux pluviales est préjudiciable au milieu naturel. Un traitement des eaux pluviales collectées peut alors être envisagé, ainsi que la lutte contre l'imperméabilisation.

2.2 Aspects réglementaires

Les principaux textes généraux applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées résiduelles urbaines,
- Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 (complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques) donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :

- L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du Code des Communes repris par l'article L.2224-8 du code général des Collectivités Territoriales, et précise :
 - o « Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites ».
 - o « Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif ».
- L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du code des communes, repris par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales où il est rappelé que les communes délimitent, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif,
- L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du code de la santé publique et précise désormais :

« Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif, dont le propriétaire doit faire régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le Département, afin d'en garantir le bon fonctionnement. ».

- Code des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes, modifié par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
- Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants ;
- Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.111-4 et R.111 3.

2.2.1 L'assainissement collectif

- Circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées des communes soumises aux échéances des 31 décembre 1998, 2000 et 2005 en application de la directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines.
- Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cet arrêté abroge et remplace les deux arrêtés du 22 décembre 1994 (concernant les prescriptions techniques et les modalités d'auto-surveillance), ainsi que l'arrêté du 21 juin 1996 (concernant les prescriptions techniques et contrôle des stations d'épuration d'une capacité inférieure à 120 kg DBO5).
- Circulaire du 17 décembre 2007, additif à la circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées.
- Circulaire du 15 février 2008 ayant pour objet l'instruction de l'arrêté du 22 juin 2007.
- Arrêté du 24 août 2017 modifiant l'Arrêté du 21 juillet 2015 qui a remplacé l'Arrêté du 22 juin 2007. Il fixe les prescriptions techniques s'appliquant aux collectivités afin qu'elles mettent en œuvre une gestion rigoureuse et pragmatique du patrimoine de l'assainissement, conforme aux enjeux de la directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, de la directive cadre sur l'eau, de la directive cadre stratégie milieu marin, la directive concernant la gestion de la qualité des eaux de

baignade et la directive relative à la qualité requise des eaux conchyliques. Il fixe des prescriptions techniques similaires s'appliquant aux maîtres d'ouvrage des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cette révision est l'occasion d'affiner le suivi des systèmes d'assainissement de petite taille en adaptant les prescriptions réglementaires de façon pragmatique : la conception et la surveillance de ces systèmes doivent permettre d'atteindre le meilleur ratio possible coût/bénéfice pour l'environnement.

2.2.2 L'assainissement non collectif

- Arrêté du 7 septembre 2009, il abroge l'arrêté du 6 mai 1996, modifié par l'arrêté du 24 décembre 2003, relatif aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif définissant de manière complète et cohérente :
 - suivant de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique et de l'article R.111-3 du code de la construction et de l'habitation ;
 - les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations.
- L'arrêté du 7 mars 2012 qui a pour objet d'introduire, dans l'arrêté "prescriptions techniques" de 2009, un chapitre relatif aux "prescriptions techniques minimales applicables au traitement des installations neuves ou à réhabiliter".
- Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 explicitant les conditions de mise œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précités.
- Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 de mars 2007 explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.

2.2.3 Règlement d'assainissement collectif

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement collectif doivent être précisés dans le règlement communal d'assainissement.

Ce document définit en particulier les rejets autorisés selon la nature du réseau et de l'installation de traitement finale.

Les industriels et apparentés peuvent constituer des exceptions compte tenu de la nature et du volume des effluents rejetés. Dans ce cas, il est indispensable de définir les conditions de raccordement à travers la mise en place d'une « Convention de rejet » entre l'industriel d'une part, et le Maître d'ouvrage des réseaux et de la station d'épuration d'autre part. Pour les établissements relevant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la réglementation définit exactement le cadre de la négociation de ces conventions.

3 PRESENTATION DE LA COMMUNE

3.1 Milieu physique

3.1.1 Situation générale

Le territoire de la Commune de **CHATILLON EN DIOIS** est localisé dans le département de la DROME, à environ 12 km au Sud de **DIE** (chef-lieu du canton). Le village est juché sur une butte en contrebas de la montagne de Glandasse.

Les territoires communaux limitrophes les plus proches sont ceux de Menglon, Trescheny-Creyers, Laval-d'Aix et Saint Roman



Extrait de carte IGN (Sce. Géoportail) : Localisation du territoire communal.

3.1.2 Contexte socio- démographique

3.1.2.1 Démographie

D'après les données INSEE, en 2014, il a été recensé 561 habitants. En 2012, il a été recensé 616 résidences, dont 294 résidences principales et 309 secondaires. Le taux moyen d'occupation par foyer serait de l'ordre de 1.9 personnes par ménage.

3.1.2.2 Activités saisonnières

La population saisonnière est très importante, les résidences secondaires représentent environ 50 % des logements.

La commune compte aussi

- 3 campings dont la capacité d'accueil serait de l'ordre de 1 000 personnes. Il s'agit :
 - du camping GCU : 100 emplacements,
 - du camping Le Lac : 130 emplacements,
 - du camping Municipal : 178 emplacements.
- 2 hôtels, à savoir :
 - Hôtel Le Dauphiné
 - Hôtel Le Mont Barral

D'après les informations fournies par la mairie, la capacité d'accueil totale des gîtes est de 140 personnes.

L'impact des saisonniers sur les rejets domestiques est donc non négligeable (environ 1700 personnes)

3.1.3 Activités autres que domestiques

Il existe des activités commerciales raccordées au réseau d'assainissement :

- 4 Restaurant : le Clos des Lilas, le Caveau, le Moulin et le bistroquet
- 2 restaurants, un dans l'hôtel Le Dauphiné et l'autre dans Le Mont Barral
- L'herbier du Diois (Fleuriste en gros)

3.1.3.1 Activités industrielles

Le territoire communal n'abrite pas d'activités industrielles.

3.1.4 Urbanisme

Un PLU est en cours d'élaboration

3.2 Contexte naturel

3.2.1 Contexte climatologique

L'altitude et la situation de CHATILLON EN DIOIS déterminent les caractéristiques climatiques de cette partie du Diois.

Les influences méditerranéennes présentes dans les Préalpes du Sud se font sentir sur le régime des précipitations : minimum d'été (juillet et août) et maxima de printemps et d'automne (mai et octobre).

Les températures moyennes ne sont guère excessives dans un sens comme dans l'autre. L'altitude est le facteur le plus déterminant sur la courbe des températures : les degrés sont lentement gagnés de janvier à Juin, alors que leur chute est plus rapide à l'automne.

Le régime des vents est dominé par le secteur Nord-Ouest qui enregistre la plus grande fréquence (30 %). Abrité par la masse de Glandasse, **CHATILLON EN DIOIS** est protégé de la bise froide de l'hiver.

Les données générales climatiques indiquées ici sont celles fond de vallée. Sur l'autre plateau de Glandasse, les conditions sont autres. Précipitations et températures à des altitudes comprises entre 1 700 et 2 000 mètres, y définissent un climat de type périglaciaire : gel prolongé, précipitations plus importantes et souvent neigeuses, vent glacial.

3.2.2 Topographie

Un assainissement autonome, placé dans des pentes supérieures à 15 %, nécessite un aménagement important afin d'aplanir le site. Dans le cas contraire, les effluents risquent de ressortir rapidement à la surface et ne pas s'infiltrer verticalement. Les aménagements établis peuvent provoquer des glissements de terrains, en particulier lorsque les sols ne sont pas stables.

Ainsi, on considère qu'il est très difficile d'envisager un assainissement individuel quand les pentes sont supérieures à 15 %, et difficile -mais concevable- quand elles sont comprises entre 10 et 15 %.

Le territoire communal de **CHATILLON EN DIOIS**, d'une superficie de 2802 ha, s'inscrit dans la vallée du le Bès. L'altitude oscille entre + 514 m et + 2 038 m NGF. Le point le plus culminant se situe au Nord- du territoire communal eu lieu-dit "Le dôme ou Pied Ferré"

3.2.3 Contexte géologique et hydrogéologique

La présence d'un substratum rocheux, à faible profondeur, est une contrainte majeure pour la mise en œuvre d'un système d'assainissement autonome :

- si le substratum apparaît avant 1 m de sol végétal, l'épuration n'est pas suffisante,
- si le substratum est imperméable (roche compacte ou argile), les effluents ne pourront pas s'infiltrer,
- si le substratum est fissuré ou fracturé, les effluents s'infiltreront, leur épuration dépendra de la nature de la roche et de leur temps de séjour.

L'ensemble des formations géologiques affleurant sur le territoire communal de **CHATILLON EN DIOIS** est de nature sédimentaire : calcaires, marnes et marno-calcaires datés du Secondaire. Les formations attribuées au Quaternaire se limitent à la vallée du Le Bès.

Le territoire de **CHATILLON EN DIOIS** est structuré par deux axes de vallées perpendiculaires :

- axe Nord-Sud : vallée étroite du Baïn,
- axe Est-Ouest : vallée à fond plat du Bès.

C'est au confluent de ces deux vallées que le bourg de CHATILLON EN DIOIS est édifié.

Le bassin versant du Baïn s'inscrit tout entier sur la Commune de CHATILLON EN DIOIS. La Vallée a formé une combe en contre bas des crêtes escarpées de Glandasse qui culminent entre 2 000 et 1 700 mètres. Sur le plateau de Glandasse, le puissant socle calcaire mollement ondulé, présente toutes les caractéristiques morphologiques du Karst : gouffres, lapiez et dolines. Dans ces roches perméables, les eaux s'infiltrant et surgissent en grosses sources vauclusiennes (la Doux au-dessus du village) au pied de l'escarpement.

Les pentes très abruptes sont sensibles à l'érosion et portent de nombreux éboulis non stabilisés.

De plus, sur les pentes fortes de la vallée du Baïn, des phénomènes de glissements de terrain et de coulées boueuses peuvent se produire par fortes pluies.

Le Bès reçoit les eaux du Baïn en rive droite. Sa Vallée est plus large et les sommets qui la dominent au niveau de **CHATILLON EN DIOIS** sont moins vertigineux (de 800 à 1 300 m). Ils correspondent aux crêtes du Haut Diois, plus individualisées que Glandasse. Ces reliefs sont entaillés par de petites vallées Sud-Nord (Combe Noire, Combe Régurier) au débit intermittent.

3.2.4 Captage A.E.P

Sur la commune **CHATILLON EN DIOIS** l'alimentation en eau potable des populations se fait exclusivement à partir de la source de l'Adoux. Elle est située au fond du talweg du ruisseau de l'Adoux, à une dizaine de mètres à l'amont de sa confluence avec le ruisseau de Belante. Les ouvrages de captage sont situés dans l'angle Sud-Est de la parcelle communale 127 (section cadastrale B1 quartier de Fontainieux).

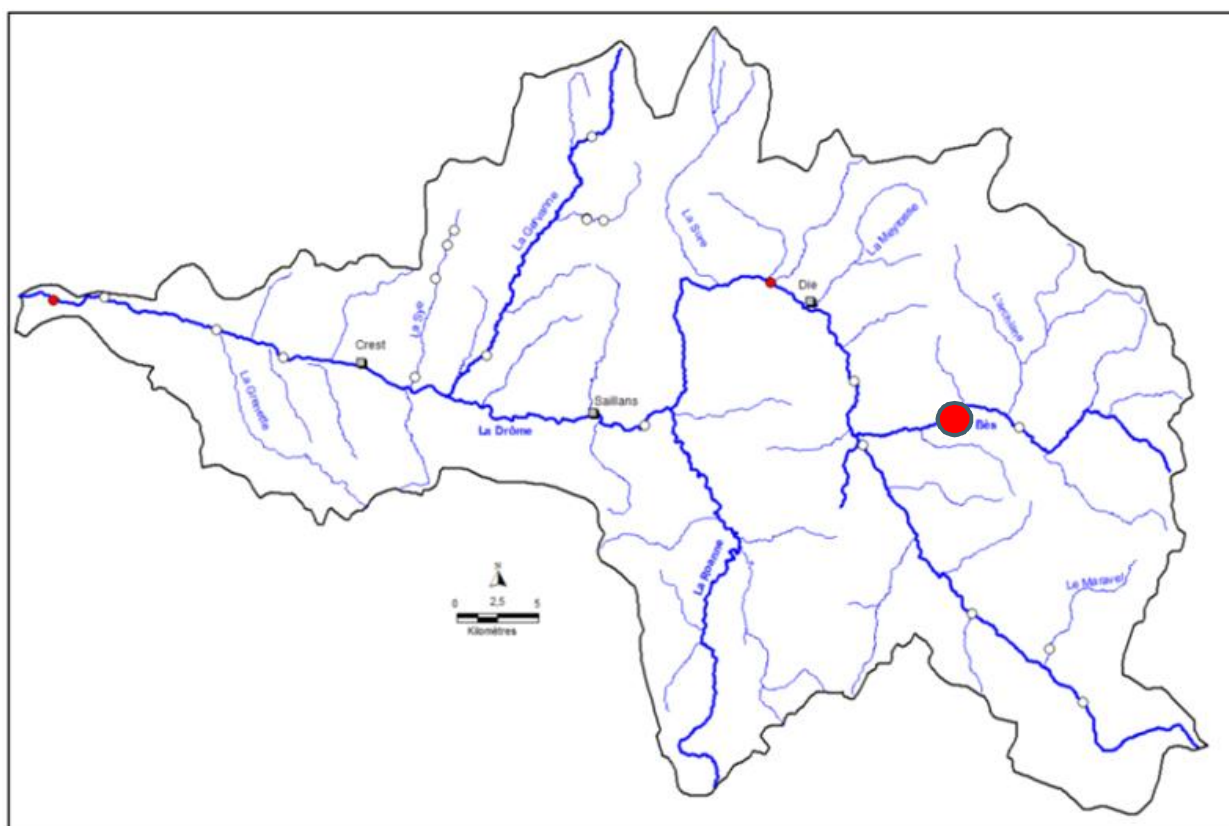
(Cf. Plan de situation du captage - annexe 1).

3.2.5 Contexte hydrologique

3.2.5.1 Description

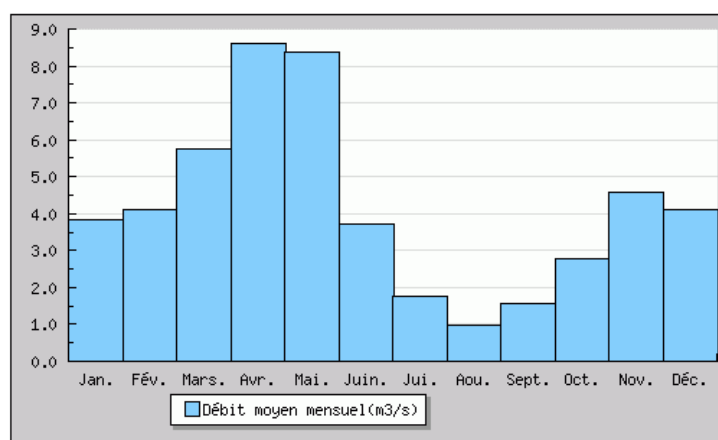
Le territoire communal de **CHATILLON EN DIOIS** est concerné par le bassin versant du Bès., affluent rive droite de la Drôme. Ses principaux affluents sont : les ruisseaux de le Boulc, des Boidans en rive gauche et l'Archiane (dont l'affluent principal est le Sareymond) en rive droite

Le Bès ou le Bez parcourt environ 25,5 km avant de confluer dans la Drôme, en rive droite, au niveau de Saint Roman. Le Bez s'écoule d'est en ouest et est entouré au nord par le Massif du Vercors et au sud par le massif du Diois. Cette rivière présente un débit soutenu en période d'étiage.



3.2.5.2 Débits

D'après les données fournies par le département (données Hydro), le débit du Bez a été observé durant une période de 55 ans (1963-2017), à la station (V4225010) à sept kilomètres de son confluent avec la Drôme. Le bassin versant de la rivière y est de 227 km². Le module de la rivière à Châtillon-en-Diois est de 4,17 m³/s.



Le Bez présente un régime avant tout nival. Les fluctuations saisonnières de débit sont assez importantes. La période des hautes eaux se déroule au printemps et résulte surtout de la fonte des neiges. Les basses

eaux ont lieu en été, de juillet à septembre, avec une baisse du débit mensuel moyen jusqu'au plancher de $0.989 \text{ m}^3/\text{s}$ au mois d'août.

Aux étiages, le VCN3 peut chuter jusque $0,170 \text{ m}^3/\text{s}$, en cas de période quinquennale sèche, soit 170 litres par seconde, ce qui est relativement sévère.

Le débit instantané maximal enregistré a été de $186 \text{ m}^3/\text{s}$ le 2 décembre 2003, tandis que la valeur journalière maximale était de $114 \text{ m}^3/\text{s}$ le même jour.

Son débit spécifique atteint $18,9 \text{ l}/\text{km}^2$ et son $Q_{\text{MNA}} 0.752 \text{ m}^3/\text{s}$.

3.2.5.3 Qualité

D'après les informations issues de l'étude du SYNDICAT MIXTE DE LA RIVIERE DROME ET DE SES AFFLUENTS - DETERMINATION DES VOLUMES PRELEVABLES - BASSIN DE LA DROME - Phase 4 et 5.

La qualité physico-chimique et biologique de la Drôme et de ses affluents en tête de bassin est bonne à très bonne. Les capacités auto-épuratoires des milieux compensent le dysfonctionnement ponctuel ou l'absence de réseau d'assainissement de certains secteurs (Rapport de la qualité des milieux aquatiques et gestion de l'activité de baignade sur le bassin versant de la Drôme - Université Lyon 2, 2009).

La qualité de l'eau se dégrade dans la partie aval du bassin versant, tant sur la Drôme que sur ses affluents. La Drôme aval présente une augmentation des nitrates en aval de Saillans en 2007. Cette altération de la qualité de l'eau proviendrait du lessivage des terres agricoles. Les concentrations en nitrates sont à l'origine d'une forte prolifération végétale en aval d'Allex (Tereo-CCVD, 2006). Les principales perturbations observées sont d'origine organique, issues des pratiques agricoles et des effluents domestiques. Certains affluents tels que la Sye, la Grenette, le Lambres présentent des dégradations physiques (recalibrage).

D'un point de vue bactériologique, la qualité de l'eau de la Drôme semble altérée en période estivale entre DIE et SAILLANS par la présence de nombreux campings le long de la rivière. Le secteur aval du bassin versant (aval de SAILLANS) se traduit par des qualités bonnes ou moyennes, à l'exception de la station de Crest qui présente une qualité moyenne en termes de concentration en *Escherichia coli*. Certains affluents présentent également des altérations bactériennes tels que le Bez ou la Meyrosse, mais l'origine exacte n'a pas été identifiée (soit un dysfonctionnement, soit origine agricole ou origine domestique).

La qualité hydrobiologique sur l'ensemble du bassin versant de la Drôme apparaît comme bonne à très bonne. Une amélioration de l'état est observée en aval de Crest entre 2008 (état moyen) et 2009 (état bon).

Le Bès est un cours d'eau avec un objectif de qualité baignade.

3.2.5.4 Usages

La rivière est classée en 1^{ère} catégorie piscicole.

3.2.6 Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE)

Le territoire communal de **CHATILLON EN DIOIS** est concerné par les masses d'eau superficielles suivantes :

- FRDR442 "La Drôme de l'amont de Die, Bès et Gourzine inclus"
- FRDR10102 " ruisseau des boidans"
- FRDR10434 "ruisseau des caux",

D'après le SDAGE 2016-2021, l'état des masses d'eau superficielles identifiées, est qualifié de très bon état écologique et chimique.

Les masses d'eau concernées sont

- FRDG111 "Calcaires et marnes crétacés du massif du Vercors
- FRDG508 "Formations marno-calcaires et gréseuses dans BV Drôme Roubion, Eygues, Ouvèze

3.2.7 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et contrat de rivière

La Commune de **CHATILLON EN DIOIS** est concernée par le SAGE de la Drôme et trois contrats de rivières qui sont : R045 Drôme et Haut Roubion, R072 Drôme et Haut Roubion (2^e contrat) et R231 Drôme.

3.2.8 Zones protégées

3.2.8.1 ZNIEFF

Le territoire de la Commune de **CHATILLON EN DIOIS** est concerné par

- Une **ZNIEFF de type I** : "Falaises et pieds de falaises de la bordure méridionale des hauts plateaux du Vercors"(38230002)
- Deux **ZNIEFF de type II** :
 - "Ensemble fonctionnel formé par la rivière drome et ses principaux affluents (n° 2609)"
 - " hauts plateaux du Vercors (3823)

(Cf. Figure annexe 2).

3.2.8.2 NATURA 2000

Le territoire communal de **CHATILLON EN DIOIS** est concerné par :

- sites d'importance communautaire (Directive Habitats),
 - "Les hauts plateaux et contreforts du Vercors oriental - FR8201744"
 - "Milieux alluviaux et aquatiques et gorges de la moyenne vallée de la Drôme et du Bès - FR8201684"
- zones de protection spéciale (Directive Oiseaux), il s'agit de ZPS01 Hauts plateaux du Vercors.

(Cf. Figure annexe 3).

3.2.8.3 Les zones humides

Le territoire de la Commune de **CHATILLON EN DIOIS** est concerné par la zone humide intitulée le "Lit majeur de haute Bès (26CCVD0073)"

(Cf. Figure annexe 4).

3.2.8.4 Zone vulnérable aux nitrates

Le territoire de la Commune n'est pas concerné par une zone vulnérable aux nitrates.

3.2.9 Risques d'inondation

Le territoire communal de CHATILLON EN DIOIS est soumis au risque d'inondations de la rivière Le Bès (cf. Plan de Prévention du Risque Inondation ci-après)

Ce Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI), approuvé le 12 avril 2011 est actuellement applicable sur la commune.

(Cf. Figure annexe 5).

4 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1 Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.) de la Commune de CHATILLON EN DIOIS est assuré depuis le 1er janvier 2013 par la Communauté des Communes du Diois.

Conformément à l'article L.2224-8 du CGCT, le SPANC du Diois exécute les missions obligatoires suivantes :

- Contrôle de conception des installations d'assainissement neuves ou à réhabiliter,
- Contrôle de bonne exécution des travaux des installations neuves et réhabilitées sur site et avant remblayage,
- Contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien de toutes les installations tous les 7 ans,
- Diagnostic des installations en cas de vente immobilière,
- Information et conseil auprès des usagers et des professionnels.

Les compétences exercées dans le cadre du service sont définies par délibération n°210312-09 du 21 mars 2012, modifiant les statuts de la Communauté des Communes.

4.2 Analyse des données fournies

D'après les informations recueillies auprès du SPANC, en 2017, il est recensé sur le territoire communal 29 installations. 7 installations ont été contrôlées :

- 4 dans le cadre d'un contrôle périodique,
- 3 dans le cadre d'un diagnostic vente,

Les résultats des contrôles ont mis en évidence 100% des installations contrôlées sont classées comme non conformes sans danger.

Il est à signaler que 4 installations implantées Chemin de Guignaise et une installation au 75 chemin de Baïn (diagnostiquée) sont potentiellement concernées par un raccordement à l'assainissement collectif.

4.3 Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif

4.3.1 Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome

La méthodologie de classement des sols est définie selon les contraintes imposées par le sol, l'eau (niveau de la nappe), la roche (profondeur du substratum), la pente et le contexte environnemental (présence de puits exploités, zones protégées, ...).

Le croisement de toutes les contraintes conduit à la définition de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, le contexte le plus favorable étant un traitement par tranchées d'épandage, à faible profondeur,

dans le sol en place. Si ces conditions ne sont pas respectées, il faudra prévoir des techniques d'assainissement plus « sophistiquées », et de ce fait, plus coûteuses.

4.3.2 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

Il n'existe actuellement pas de carte d'aptitude des sols

4.3.3 Remarques importantes

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif est un outil d'aide à la décision pour le choix du zonage de l'assainissement par les élus de la Commune de CHATILLON EN DIOIS. Elle sera, le cas échéant, utilisée par le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) dans le cadre de sa mission de contrôle des installations existantes, ainsi que pour l'attribution des autorisations de construction ou de réhabilitation. Elle n'est cependant pas exhaustive à l'échelle de la commune et ne fait pas l'objet de l'enquête publique.

Certaines techniques particulières, admises pour la réhabilitation ou la création de dispositifs d'assainissement autonome pour des habitations existantes, ne seront autorisées qu'à titre exceptionnel. Elles peuvent être refusées dans le cas de constructions neuves.

4.3.4 Coûts du projet et répercussions financières

4.3.4.1 Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non collectif

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations),
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer, etc.),
- de la nature des sols,
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents, etc.),
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

Le coût de la mise en place ou de la réhabilitation des assainissements individuels, non conformes ou manifestant des dysfonctionnements, est estimé en moyenne entre 6 000 et 10 000 € (pour un logement de 3 chambres).

NB : le pétitionnaire devra fournir une étude de sols spécifique à l'assainissement autonome de manière à adapter la filière au terrain et au bâti concerné. Le montant de cette étude peut être estimé à 1 200 € HT.

4.3.4.2 Coûts de fonctionnement des équipements d'assainissement non collectif

Les dispositifs de prétraitement, fosses septiques ou fosses toutes eaux doivent être vidangées tous les 4 ans (ou après contrôle de la hauteur de boues) par un vidangeur agréé.

Cet entretien est indispensable pour éviter le colmatage des fosses et pour empêcher tout départ de boues susceptibles de colmater les ouvrages de traitement à l'aval ou de nuire à l'environnement et à la salubrité publique si le rejet est direct.

4.3.5 Répercussions financières

La totalité des coûts d'investissement et de fonctionnement des filières d'assainissement non collectif est à la charge des propriétaires des installations.

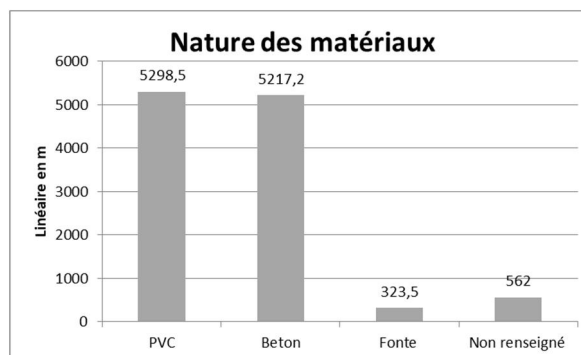
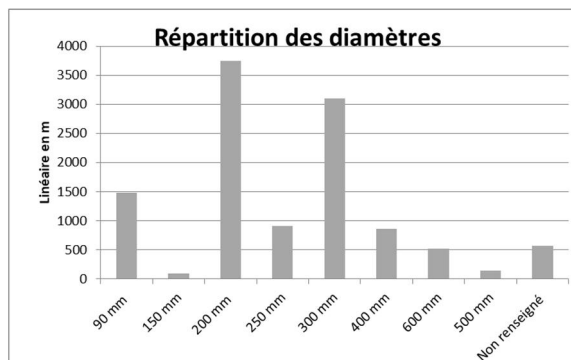
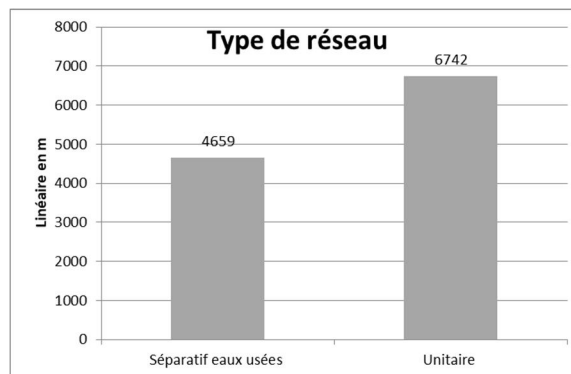
5 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.1 Généralités

L'assainissement collectif concerne environ 540 abonnés, sur 628 abonnés desservis par le réseau A.E.P, soit un taux de raccordement de l'ordre de 86% de la population.

5.2 Réseau d'assainissement

Le réseau d'assainissement de la commune compte 11400 mètres linéaire environ de canalisations, dont 4660 ml de type séparatif eaux usées, 6740 ml de type unitaire. Il est ponctué de 8 déversoirs d'orage. Le réseau pluvial compte 1900 ml de longueur.



5.3 Description de l'ouvrage de traitement

La commune de CHATILLON EN DIOIS a mis en service, le 12/06/2001, un ouvrage d'épuration d'une capacité de traitement de 1 900 équivalents habitants. Cette installation met en œuvre le procédé dit "Lagunage naturel". Les caractéristiques de cet ouvrage sont les suivants :

- Capacité nominale : 1 900 EH
- Code de la STEP : 060926086001
 - Volume journalier : 315 m³/j.
 - Milieu récepteur : Le Bez ou le Bès

L'estimation du volume des bassins a été réalisée sur la base des résultats de la bathymétrie

- Volume du bassin lagune 1 : 15 000 m³
- Volume du bassin lagune 2 : 6 650 m³
- Volume du bassin lagune 3 : 6 600 m³

Le volume total des lagunes est estimé à 28 250 m³.

5.4 Performances de l'assainissement collectif

Le système d'assainissement de la commune de Chatillon-en-diois a fait l'objet en 2010-2012, d'une étude diagnostique avec campagne de mesures nappe haute et nappe basse, ainsi qu'une modélisation hydraulique.

5.4.1 Campagne en nappe basse

En juillet et août 2011, un flux hydraulique moyen temps sec de 608.8 m³/j fut enregistré en entrée de la station pour une capacité nominale de 315 m³/j.

Le volume d'eaux usées, mesuré était de 137,4 m³/j, ce qui est largement inférieur au débit théorique évalué à partir de l'analyse du rôle de l'eau, 208 m³/j. Le fonctionnement des déversoirs d'orage à l'amont explique cette différence.

Les eaux claires parasites représentaient 38% des volumes enregistrés, soit 471 m³/j des charges hydrauliques traitées par la station en temps sec.

Le volume d'eaux usées, mesuré en entrée de la station, est très largement inférieur au débit attendu évalué par l'analyse du rôle de l'eau à 208 m³/j (137,4 m³/j mesurés).

La visite nocturne a identifié 3 secteurs responsables des arrivées des eaux claires parasites de temps sec.

Le trop plein du réservoir : le débit du trop-plein est variable, ce débit est de 60 m³/h avec une variation +/- 50 %. Le débit du trop-plein était estimé à 86 m³/h.

Les débits des fontaines : ce débit est stable ; Il dépend essentiellement du niveau d'ouverture des fontaines. Le débit des points d'eau était estimé à 6,53 m³/h.

Le débit drainé par les réseaux : ce débit est, à priori, stable ; les secteurs localisés comme drainant des eaux claires parasites font partis des secteurs sur lesquels, il manque des regards. Le débit drainé par le réseau était estimé à 1,85 m³/h sur 840 ml de canalisations.

Le bilan 24 h (août 2011), en entrée de la station, montrait une charge hydraulique représentant 3 750 EH (soit environ 180% de la capacité nominale) et une charge polluante en DBO5 de 540 EH (soit environ 25% de la capacité nominale) pour une pollution attendue de l'ordre de 1 540 EH en période de pointe estivale.

Les temps de surverse enregistrés sur les déversoirs d'orage au cours de la campagne de mesures montraient que les 8 D.O. recensés, 2 ont déversé 24/24 par temps sec et temps de pluie (D.O N° 4 et 5) et un (D.O n°8) a déversé environ 2 heures, seulement par temps de pluie.

Par temps de pluie, les mesures ont permis de mettre en évidence une surface active au niveau de la station d'épuration de l'ordre de 27 500 m². Cette surface active ne prend pas en compte les surfaces actives écrêtées par les D.O en amont qui sont de l'ordre de 6 ha.

5.4.2 Campagne en nappe haute

En avril et mai 2012, la charge hydraulique totale en entrée de station était de 768 m³/j, soit environ 2,4 fois la capacité nominale de la station. Le débit d'eaux usées était de l'ordre de 127 m³/j (soit environ 850 EH) soit environ 17 % du débit arrivant à la station en période de temps sec.

Par rapport à la campagne de nappe basse, les déversoirs n°4 et 5 n'ont pas fonctionné en période de temps sec, le D.O n° 8 n'a pas fonctionné par temps de pluie, par contre le D.O n°3 qui n'a pas fonctionné pendant la campagne nappe basse, a fonctionné par temps sec et temps de pluie.

La recherche nocturne a montré que les eaux claires parasites de temps sec se répartissent en 3 parties :

- Le débit du trop-plein est estimé à environ 30 m³/h,
- Le débit des points d'eau (fontaines) est estimé à 8,88 m³/h,
- Le débit drainé par le réseau était estimé à 5,25 m³/h sur 950 ml de canalisations.

5.4.3 Modélisation hydraulique

La modélisation hydraulique des réseaux a montré une insuffisance hydraulique de certains secteurs et ce dès les pluies de retour 2 ans.

En pluie décennale, on observe une généralisation de la mise en charge du réseau sur la quasi-totalité de la partie basse. Toutefois, on observe peu de nouvelles surverses de regards. Cela semble indiquer un réseau assez robuste aux pluies exceptionnelles.

En ce qui concerne les déversoirs d'orage, le volume total déversé par temps de pluie vers Le Bès représente un volume d'environ 15 000 m³. En termes de pollution, les flux totaux déversés représentent environ 4 498 kg de DCO, sans tenir compte de la dilution par les eaux relativement propres du trop-plein du réservoir.

Les D.O responsables de 88 % des flux déversés sont le D.O n°3 (52 %), le D.O n° 5 (23 %) et D.O n°4 (13 %). Ces ouvrages sont responsables de 18 déclassements sur la période d'étiage de juin à septembre.

5.5 Le milieu récepteur

Les investigations réalisées sur la rivière le BES ont mis en évidence :

- Un débit de variant de 2.76 m³/s à 4.49 m³/s d'amont en aval du tronçon traversant le territoire communal,
- Le débit mesuré au mois d'Août 2011 était très important 2,76 m³/s par rapport au débit d'étiage estimé à 0,39 m³/s,
- Les concentrations enregistrées entre l'amont et l'aval du point de rejet des eaux usées ne montrent pas d'impact de ce rejet sur la qualité physico-chimique de ce cours d'eau. En effet, l'eau rejetée au niveau des déversoirs et au niveau de la lagune est fortement diluée par l'eau issue du trop-plein du réservoir d'eau potable.

Commentaire : Les débits sont influencés par les résurgences karstiques de l'Archiane. Cette rivière est située à environ 2 kilomètres en amont du point de mesures.

5.6 Programme de travaux proposés pour l'élimination des eaux claires parasites et hiérarchisation

5.6.1 Programme de travaux proposés pour l'élimination des eaux claires parasites

Les eaux claires parasites de temps sec représentaient 44.13 m³/h, le programme de travaux vise à éliminer à court terme à 30 m³/h (trop plein) et 2.7 m³/h (renouvellement du réseau quartier « La Piscine »), soit un débit résiduel restant de l'ordre de 11.43 m³/h.

La surface active en amont de la station était d'environ 2.7 ha, après les travaux de mise en séparatif (environ 1 400 ml), il est espéré sa réduction d'au moins 25%, soit environ 7 000 m².

COMMUNE DE CHATILLON EN DIOIS (26)
 Mise à jour du zonage d'assainissement
 Dossier enquête publique
 AFFAIRE n° KR7166

Nature de l'opération	Montant affecté à la suppression des désordres localisés sur le réseau d'eaux pluviales	Montant affecté à la suppression des désordres localisés sur le réseau d'eaux usées	Avantage attendus
	€H.T	€H.T	
Suppression du trop-plein du réservoir	Sans objet	Sans objet	Réduire 85 m ³ /h à 30 m ³ /h le débit d'eaux claires parasites de temps sec provenant du trop-plein.
Renouvellement du réseau quartier « La Conche »		253000	Renouvellement d'un réseau en très mauvais état, Amélioration de l'écoulement des eaux usées vers la station d'épuration, Réduction significative des rejets vers le milieu naturel, Suppression des débordements d'eaux usées au niveau des regards de visite 79 et 80.
Renouvellement du réseau quartier «La Piscine »		24 000	Suppression de 65 m3/j d'eaux claires parasites.
Renouvellement de la conduite dans le ruisseau de Bain		48000	Suppression de 18 m3/j d'eaux claires parasites.
Renouvellement du réseau quartier « Le Tuillier »		8400	Renouvellement d'un réseau en mauvais état, Amélioration de l'écoulement des eaux usées vers la station d'épuration, Suppression d'eaux claires parasites dans le réseau.
Renouvellement du réseau Rue de Derrière		26 400	Renouvellement d'un réseau en mauvais état, Amélioration de l'écoulement des eaux usées vers la station d'épuration, Suppression d'eaux claires parasites dans le réseau.
Suppression des eaux claires parasites du branchement D 120 route de Menée		A la charge du particulier	Suppression de 6 m3/j d'eaux claires parasites.
Réhabilitation Chemin du cimetière et Rue des Rostangs		16 000	Suppression de 14,4 m3/j d'eaux claires parasites.
Remplacement du réseau entre Les Capucines et le camping municipal		84 000	Amélioration de l'écoulement des eaux usées vers la station d'épuration.
Mise en séparatif Centre-Village (réseau EU)		176 000	Mise en séparatif du secteur et à la remise en état des réseaux très anciens du centre du village, Réduction des surfaces actives raccordées au réseau, Réduction des risques de rejets vers le milieu naturel.
Mise en séparatif Centre-Village (réseau EP)	112 000		Remise en état des réseaux très anciens du centre du village, Réduction du débit d'eaux claires parasites depuis les fontaines (de 3,45 m3/h).
Mise en séparatif Rue de la Gare		62000	Mise en séparatif du secteur et à la remise en état du réseau. Réduction des surfaces actives raccordées au réseau. Réduction des risques de rejets vers le milieu naturel. Suppression de 18 m3/j d'eaux claires parasites.
Mise en séparatif Rue du Ruisseau et réseau sous la Rue du Reclus		152 000	Création d'un réseau séparatif, réduction des surfaces actives raccordées au réseau, réduction des risques de rejets vers le milieu naturel et réduction du débit d'eaux claires parasites depuis les fontaines (de 1,05 m3/h).
Suppression du déversoir d'orage 3 « Parcours de santé 2 »		1 000	Suppression de 4 rejets potentiels au milieu naturel, limitation des équipements à entretenir et limitation des dossiers déclaration au titre de la loi sur l'eau.
Suppression du déversoir d'orage 4 « Les Capucines »		1 000	
Suppression du déversoir d'orage 5 « Viol du Bez »		1 000	
Suppression du déversoir d'orage N°6 « Le Moulin »		1 000	
Suppression du déversoir d'orage 7 « Le Camping »		1 000	
Modification du déversoir d'orage N°1 « Chemin Boreau »		25 000	Amélioration des conditions d'exploitation du réseau d'eaux usées. Amélioration de la régulation des débits déversés au milieu naturel.
Création du nouveau déversoir d'orage N°2 « Parcours de santé 1 »		35 000	Amélioration des conditions d'exploitation du réseau d'eaux usées. Amélioration de la régulation des débits déversés au milieu naturel.
Modification du déversoir d'orage N°8 « La Piscine »		25 000	Amélioration des conditions d'exploitation du réseau d'eaux usées. Amélioration de la régulation des débits déversés au milieu naturel.
Création d'un nouveau déversoir d'orage en entrée de station		42 000	Protection de la station.
Total	112 000	947 000	

5.6.2 Hiérarchisation des travaux

ORDRE DE PRIORITE	NATURE DES TRAVAUX
1	Suppression du trop-plein du réservoir.
2	Suppression du déversoir d'orage 7 « Le Camping ».
	Renouvellement du réseau quartier « La Conche ».
	Suppression du déversoir d'orage 3 « Parcours de santé 2 ».
	Modification du déversoir d'orage N°1 « Chemin Boreau ».
	Création du nouveau déversoir d'orage N°2 « Parcours de santé 1 ».
	Modification du déversoir d'orage N°8 « La Piscine ».
	Renouvellement du réseau quartier « Quartier La Piscine ».
	Création d'un nouveau déversoir d'orage en entrée de station
3	Renouvellement de la conduite dans le ruisseau de Baïn.
	Renouvellement du réseau quartier « Le Tuillier ».
	Renouvellement du réseau dans la Rue de Derrière.
	Mise en séparatif Centre-Village (réseau EU).
	Mise en séparatif Centre-Village (réseau EP).
	Mise en séparatif Rue de la Gare.
	Suppression du déversoir d'orage 4 « Les Capucines ».
4	Réhabilitation Chemin du Cimetière et Rue des Rostangs.
5	Remplacement du réseau entre Les Capucines et le Camping Municipal.
	Suppression du déversoir d'orage N°6 « Le Moulin ».
	Mise en séparatif Rue du Ruisseau et réseau sous la Rue du Reclus.
	Suppression du déversoir d'orage 5 « Viol du Bez ».

5.7 Suites données au programme de travaux proposés

La commune a procédé :

- à des travaux au niveau du secteur Viol Porte Neuve, le réseau installé lors des derniers travaux est séparatif et rejoint l'égout unitaire de la rue de la Gare.
- à l'aménagement du réseau EU dans le quartier Guignaise : attente des travaux et d'un plan de récolement.
- à la déviation du trop-plein du réservoir, ce qui a permis de réduire le volume d'eaux claires parasites de temps sec provenant du trop-plein. A la suite de ces travaux, la commune a remarqué que les déversoirs d'orage sont moins sollicités. Ils le sont encore par suite d'obstructions de l'égout. La remise en état de du collecteur situé en bas du village et qui longe le Bez devrait permettre aussi de reconsidérer la présence des déversoirs d'orage.

Elle a programmé :

ainsi en priorité l'aménagement du collecteur situé en bas du village et qui longe le Bez. La conduite en béton est en mauvais état avec de nombreuses queues de renard. Ceci concerne la portion depuis le fond du camping jusqu'au sud de l'Alambic (La Conche).

- en association avec ces travaux et en 2^{ème} phase, de rendre séparatifs les réseaux de la rue Neuve, de la rue de la Gare et de leur jonction avec le collecteur avec séparation et restitution des eaux de pluie au milieu.
- d'installer une conduite d'égout dans le ruisseau de Lagier en lieu et place du vieil égout maçonné existant.

6 FINANCEMENT

A ce jour, les aides publiques portent principalement sur le transport et le traitement des eaux usées.

La collecte concerne les ouvrages indispensables pour le fonctionnement du réseau. Ils servent soit séparément, soit simultanément à la collecte des eaux et à leur introduction dans le réseau. La collecte est partiellement prise en charge financièrement par les partenaires institutionnels. Elle se limite à la collecte publique en excluant tous travaux de raccordement chez le particulier.

Le transport concerne les ouvrages depuis le dernier branchement de collecte jusqu'au site de traitement.

Le traitement est partiellement pris en charge financièrement par les partenaires institutionnels.

6.1 Modalités d'éligibilité aux aides

Les subventions sont attribuées sur présentation d'un dossier comprenant notamment une étude technique, un devis estimatif et une notice d'incidence environnementale pour les ouvrages de petite à moyenne importance. La présentation du dossier environnemental est très encadrée sur le plan réglementaire. Le dépôt des dossiers doit répondre également à une planification stricte, préalablement à la réalisation travaux.

Les financeurs potentiels sont l'État, l'Agence de l'Eau et le Département.

6.2 Taux actuels de subventions

En application de l'article L.2334-33 du CGCT, les Communes répondant à certains critères démographiques et de richesse peuvent bénéficier de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) avec notamment les collecteurs de collecte séparative des petites communes rurales, les collecteurs de transport intercommunaux et le dispositif de traitement eaux usées.

6.3 Agence de l'Eau

Pour l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, le taux d'aide pour les opérations liées à l'assainissement est de l'ordre de 30 % et selon des coûts de construction plafonnés en fonction de la nature de l'ouvrage. Les travaux de création de réseaux de collecte ainsi que d'extension, de renouvellement et de renforcement de réseaux, ne sont pas éligibles.

6.4 Département de la Drôme

Le Département de la Drôme, quant à lui et selon les dispositions du dispositif départemental d'aides « Eau et Assainissement » adopté en septembre 2016, retient :

- l'ensemble des ouvrages d'assainissement « eaux usées » définis dans l'étude technique,
- les projets d'ensemble faisant partie de contrats rivière ainsi que les travaux visant à réduire les « points noirs » du territoire drômois ou répondant à des exigences réglementaires.

Les travaux liés aux réseaux de transport et aux ouvrages d'épuration sont éligibles uniquement dans le cadre de la mise en conformité (définie par la Police de l'Eau) du système d'assainissement avec la directive européenne ERU (Eaux Résiduaires Urbaines).

Pour être éligible, la Commune doit disposer d'une tarification minimale de la part assainissement de l'eau de 0,70 € H.T./m3 et avoir réalisé un Schéma Directeur d'Assainissement comportant un diagnostic du système d'assainissement (réseaux + ouvrage d'épuration).

En mars 2018, le Département de la Drôme a inscrit son action dans la ligne droite des objectifs qui lui sont assignés par la Loi NOTRE en accompagnant les collectivités de son territoire, communes rurales de moins de 5000 habitants et intercommunalités de moins de 50 000 habitants, dans la réalisation de leurs investissements au titre de la solidarité territoriale.

6.4.1 Les travaux éligibles

6.4.1.1 Les programmes d'ensemble

Sont éligibles les travaux concernant la réalisation de programmes d'ensemble pour la collecte, le transfert et le traitement des eaux usées à l'échelle d'un périmètre d'assainissement qui ne dispose pas d'ouvrage de traitement des eaux usées, l'objectif étant l'amélioration de l'impact sur le milieu naturel par la pose de réseaux étanches et durables et de l'amélioration du traitement des eaux usées

6.4.1.2 Les stations de traitement des eaux usées

Sont concernées les installations permettant le traitement des effluents d'eaux usées ainsi que celles concernant le stockage et la valorisation des boues, la filière boues faisant partie intégrante de l'installation.

Le financement de stations de traitement des eaux usées est envisagé lorsque :

La collectivité décide de créer une station de traitement des eaux usées dans le cadre d'un programme d'ensemble,

Les ouvrages de traitement d'eaux usées existants sont vétustes et/ou en dysfonctionnement depuis de nombreuses d'années, ces éléments ayant fait l'objet d'un diagnostic ou de rapports récurrents du SATESE, voire d'un bureau d'études indépendant, sur ces dysfonctionnements,

Les ouvrages existants reçoivent une charge organique supérieure à leur capacité nominale qui nécessite soit leur réhabilitation soit la construction d'un nouvel ouvrage,

La création d'un ouvrage de traitement des matières de vidange peut permettre de répondre à l'attente d'un territoire et, ce, en cohérence avec le Schéma interdépartemental de Gestion des Boues et des Matières de Vidange.

6.4.1.3 La collecte

Les travaux éligibles devront avoir été définis dans le schéma directeur d'assainissement en cours et mettre en œuvre le scénario le plus pertinent qui aura été identifié, les hypothèses ayant conduit à le retenir devant être présentées. Ils concernent :

- L'extension et/ou la création de réseaux de collecte séparatifs permettant la collecte et le traitement des eaux usées domestiques, notamment dans le cadre de programme d'ensemble ;
- La mise en séparatif de la collecte des eaux usées par la création de réseaux neufs avec reprise des branchements, création de déversoirs d'orage sur les collecteurs unitaires et déconnexion réseaux d'eaux pluviales. La transformation de réseaux unitaires en réseaux séparatifs ne sera envisagée que dans des cas très spécifiques et argumentés ;
- Le remplacement de conduites vétustes et/ou en mauvais état dans la mesure où elles sont à l'origine de dysfonctionnements graves sur la station d'épuration.

6.4.1.4 Les collecteurs de liaison ou transport

Les travaux éligibles concernent, dans le cadre d'un programme d'ensemble :

- Les créations ou les extensions de réseaux de transport d'eaux usées domestiques vers l'ouvrage d'épuration communal ;
- La création d'un collecteur de rejet à l'aval de la station ;
- Les raccordements des réseaux de collectes des eaux usées domestiques des hameaux sur l'ouvrage communal ;
- Le remplacement de conduites vétustes et/ou en mauvais état dans la mesure où elles sont à l'origine de dysfonctionnements graves sur la station d'épuration.

6.4.1.5 Autres travaux éligibles

- **Le stockage des eaux usées** : La création de bassins d'orage nécessaires pour satisfaire aux obligations réglementaires en matière de gestion des eaux claires parasites sera prise en compte sur la base d'études de diagnostic des réseaux telles que prévues par l'arrêté du 21 juillet 2015 précité. Leur création devra permettre de réduire le nombre de déversements au niveau des déversoirs d'orage et/ou l'arrivée massive d'eaux claires parasites sur les ouvrages de traitement.
- **La mise en place de dispositifs d'autosurveillance** sur les déversoirs d'orage des réseaux : Les travaux de première fourniture et pose de dispositifs d'autosurveillance sur l'ensemble des déversoirs d'orage équipant les réseaux et concernés par les dispositions réglementaires sont éligibles.
- **Ajout d'équipements** : Les travaux peuvent concerner l'ajout de matériels absents lors de la construction des ouvrages, dont la pose est rendue nécessaire à leur fonctionnement et leur exploitation, après avis du SATESE et dans la mesure où leur coût n'est pas disproportionné au regard de la nature des ouvrages en place. Cela peut concerner, par exemple, la pose d'un dégrilleur automatique ou encore la 1ère mise en place de la télégestion.

6.4.1.6 Les travaux non éligibles

Ne sont pas éligibles :

- La collecte et le transport des eaux pluviales,
- Le remplacement de conduites vétustes par des conduites de diamètres identiques sauf dispositions prévues, la réhabilitation ainsi que la desserte interne de lotissements, zones artisanales et industrielles,
- Les travaux d'extension de réseau hors présentation d'une programmation de travaux issue d'une étude de diagnostic ou d'une mise à jour d'un schéma directeur d'assainissement, le tout en cohérence avec les documents d'urbanisme de la collectivité,
- L'assainissement non collectif,
- La collecte et le transport des effluents industriels,
- Les travaux de raccordements d'effluents industriels.

6.5 Charges pour la commune et sources de revenues

Il reste donc à la charge de la collectivité compétente en matière d'assainissement collectif :

- la part de l'investissement non subventionné,
- l'entretien et la maintenance du système d'assainissement,
- les frais de fonctionnement du service d'assainissement collectif.

6.5.1 Sources de revenus

Le service d'assainissement, étant connu comme service public à caractère industriel et commercial, devra être équilibré en recettes et en dépenses (Code des collectivités Territoriales, Chapitre IV).

6.5.1.1 Taxations ponctuelles

Elles concernent notamment la participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (FPAC), elle a remplacé en juillet 2012 la Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE).

6.5.1.2 Taxations permanentes sur le prix de l'eau consommée

Elle est instaurée par la mise en place d'une redevance qui est proportionnelle à la consommation d'eau de l'utilisateur, mais qui peut également comporter une part fixe (qui couvre les charges fixes du service).

6.5.2 Intégration dans le budget communal

Les agglomérations de moins de 3 000 habitants peuvent recourir au budget général pour financer une partie des dépenses du service d'assainissement. Le Plan Comptable M49 doit le faire apparaître.

7 CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

L'obligation de zonage d'assainissement est apparue avec La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du Code des Communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrit dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10) stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte, le stockage, et le traitement des eaux usées,
- les zones d'assainissement non collectif, où elles sont seulement tenues d'assurer le contrôle des filières autonomes et, si elles le décident, leur entretien".

Le zonage doit conduire à la délimitation des zones où l'assainissement collectif est techniquement et financièrement envisageable, et où l'assainissement non collectif est difficile, voire impossible en fonction des contraintes d'habitat et de sol.

Les limites du Zonage d'Assainissement (Cf. Carte de zonage, annexe) sont proposées à partir des documents d'urbanisme. Elles dépendent des diagnostics réalisés sur l'existant, que ce soit en termes d'assainissement collectif ou non collectif, et de l'ensemble des contraintes locales d'habitat.

Le Conseil municipal de la Commune de **CHATILLON EN DIOIS** a donné un avis sur la cartographie de zonage d'assainissement et a décidé (Cf. délibération, annexe) :

- Assainissement collectif existant (en rose) ;
- Assainissement collectif futur (en bleu)
- Assainissement non collectif : le reste du territoire communal sous réserve des résultats des études de sols.

Nous rappelons que la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.

La délimitation proposée pour l'assainissement collectif ne peut avoir pour effet (Extrait de la Circulaire du 22 mai 1997) :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte ». Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.

La délimitation de ces zones permet de répartir les habitants de la Collectivité entre usagers de l'assainissement collectif et usagers de l'assainissement non collectif. La mise en place du contrôle de

l'assainissement non collectif, s'en trouve ainsi facilitée. L'arrêté du 7 septembre 2009 précise les modalités de ce contrôle.

Le choix retenu découle d'une analyse intégrant des critères techniques, environnementaux et économiques.

8 LES EAUX PLUVIALES

8.1 Problématique générale

Les ruissellements pluviaux et leur impact sur le milieu sont directement proportionnels aux surfaces imperméabilisées ou drainées. La pérennité du schéma est donc très dépendante de la bonne prise en compte des urbanisations futures et des modifications des écoulements pluviaux induites.

Deux cas de figure se posent à la commune :

- Si l'opération d'urbanisation est une opération d'ensemble (type ZAC, lotissements,...) de plus d'1 ha, alors l'aménageur est soumis à la « Loi sur l'eau » et se doit de réaliser un dispositif de rétention des eaux pluviales. La MISE de la DROME impose que, le débit de fuites en état projet soit inférieur ou égal au débit de pointe en l'état actuel. Le fonctionnement du système de rétention doit être précisé jusqu'à l'occurrence centennale.
- Si l'opération d'urbanisation est de taille inférieure à 1 ha (opération d'ensemble de petite taille ou permis individuels) elle n'est pas soumise à la Loi sur l'Eau et ne se voit imposer aucune mesure compensatoire. Pourtant, la multiplication de ces opérations se traduit inmanquablement par une augmentation des débits et volumes ruisselés. La commune doit donc pouvoir intégrer le principe de mesures compensatoires opposables aux tiers pour ce type d'opération, dans ses documents d'urbanisme.

Dans le second cas, les mesures compensatoires pourront être, soit individuelles, soit collectives. Il faut privilégier autant que possible les mesures collectives qui sont assurées d'être :

- étudiées correctement,
- réalisées selon les règles de l'art,
- entretenues régulièrement.

D'un point de vue technique, ces mesures ne peuvent être prévues que dans le cadre d'une réflexion globale et restent de ce fait, à la charge de la collectivité (sauf à mettre en place un Plan d'Aménagement d'Ensemble ou une Procédure pour Voirie et Réseau).

Les principes de base qu'il est possible de suggérer sont les suivants :

- sur tous les secteurs desservis par un réseau séparatif d'eaux pluviales ou par un réseau unitaire, l'imperméabilisation des sols associée à de l'urbanisation devra être compensée. Ainsi, toute nouvelle surface imperméabilisée ne pourra être raccordée au réseau séparatif d'eaux pluviales existant que dans la limite de capacité des collecteurs et après autorisation de la Collectivité,
- pour les parcelles agricoles, situées en amont des zones urbanisées, il serait souhaitable également de proscrire tout aménagement tendant à accélérer les ruissellements (suppression de haies, recalibrage de fossés, drainage des terres...) à moins qu'il ne soit compensé. Les règles de compensation dans ce domaine, seront à rechercher auprès des services de l'Etat.

8.2 L'assainissement pluvial

Le territoire communal de **CHATILLON EN DIOIS** est concerné par un Plan de Prévention des Risques Inondation.

Il n'existe apparemment pas de problèmes connus de ruissellement et d'imperméabilisation sur les secteurs urbanisés ou urbanisable.

9 REPONSABILITE DU MAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'HYGIENNE DANS LA COMMUNE

L'article L.2212-1 et -2 du code Général des collectivités territoriales fait obligation au Maire, au titre de la Police Municipale, d'intervenir quand le mauvais fonctionnement d'un équipement sanitaire, public ou privé compromet la salubrité publique.

Le rôle du Maire est de :

- Assurer l'entretien et le contrôle de la conformité des branchements au réseau de collecte,
- Délivrer des autorisations pour les rejets (convention), dans les égouts communaux, autres que domestiques (des prétraitements peuvent être exigés),
- Mettre en place un règlement d'assainissement,
- Signaler les rejets importants dans les cours d'eau à l'Administration (M.I.S.E),

Le Maire a la possibilité de déléguer sa maîtrise d'ouvrage et ses compétences en assainissement collectif et non collectif.

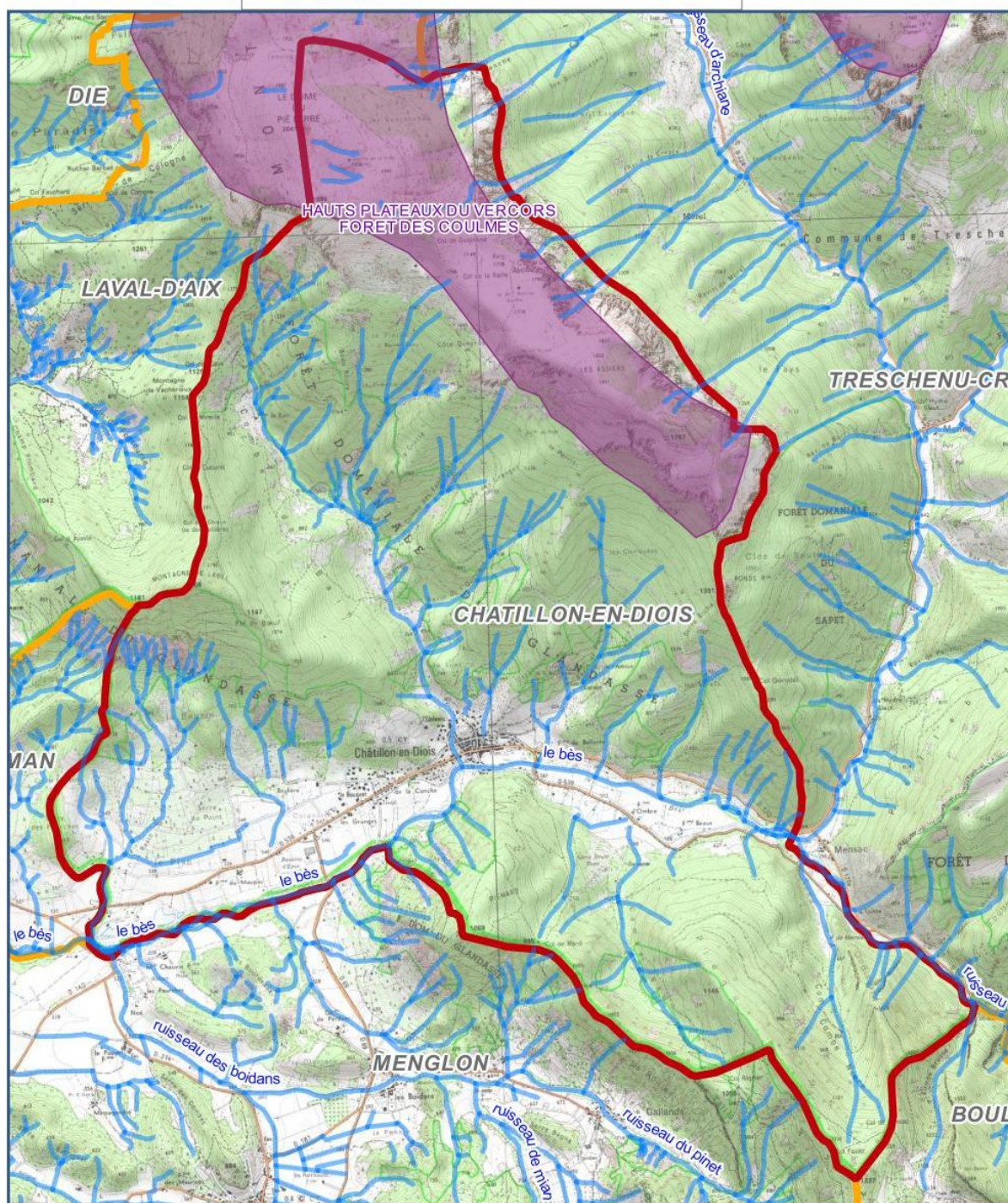
Légende ZICO

Classement cours eau Réservoirs Biologique

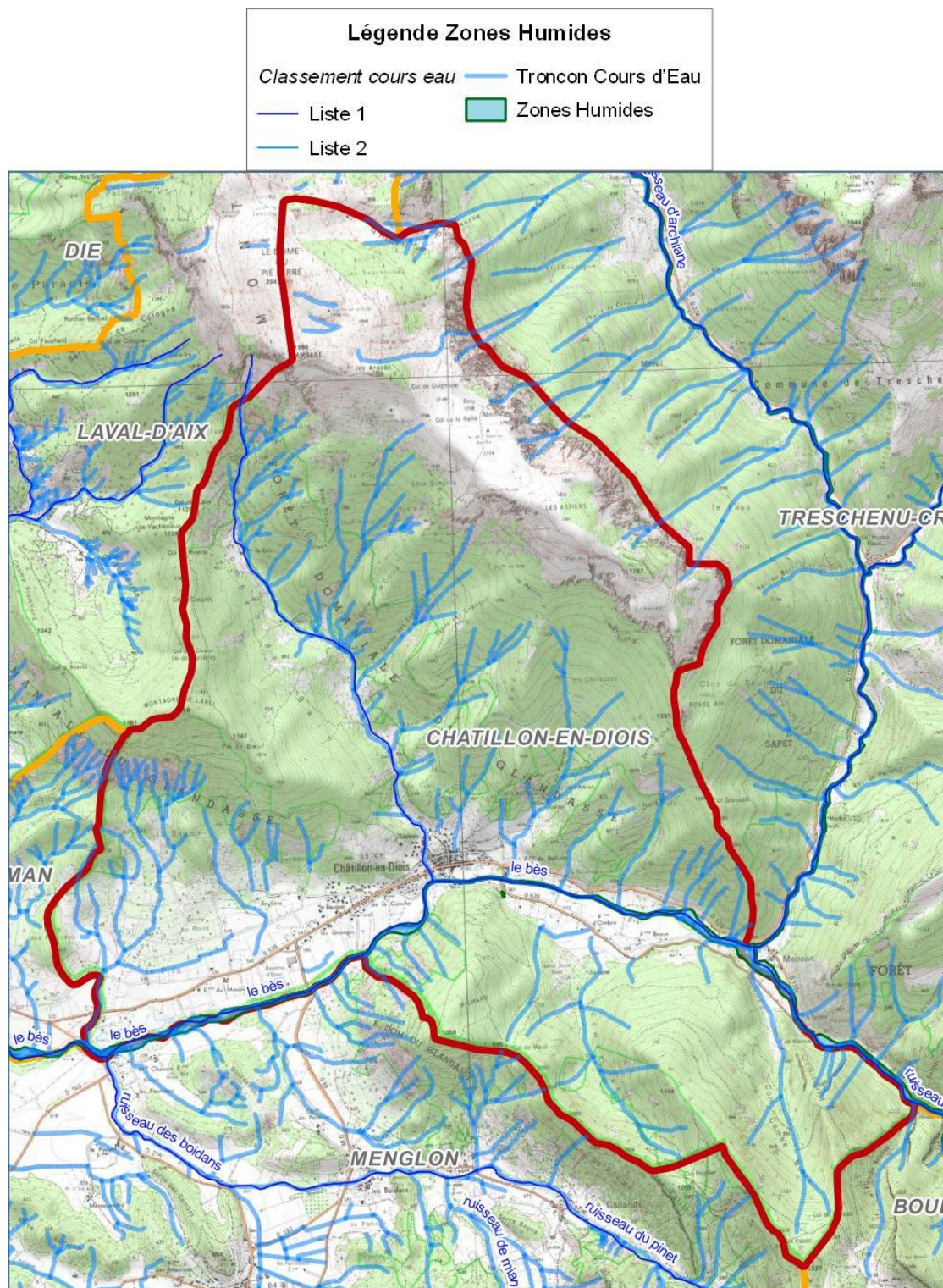
— Liste 1

zico

— Liste 2




10.4 Zones humides



10.5 Zones inondables



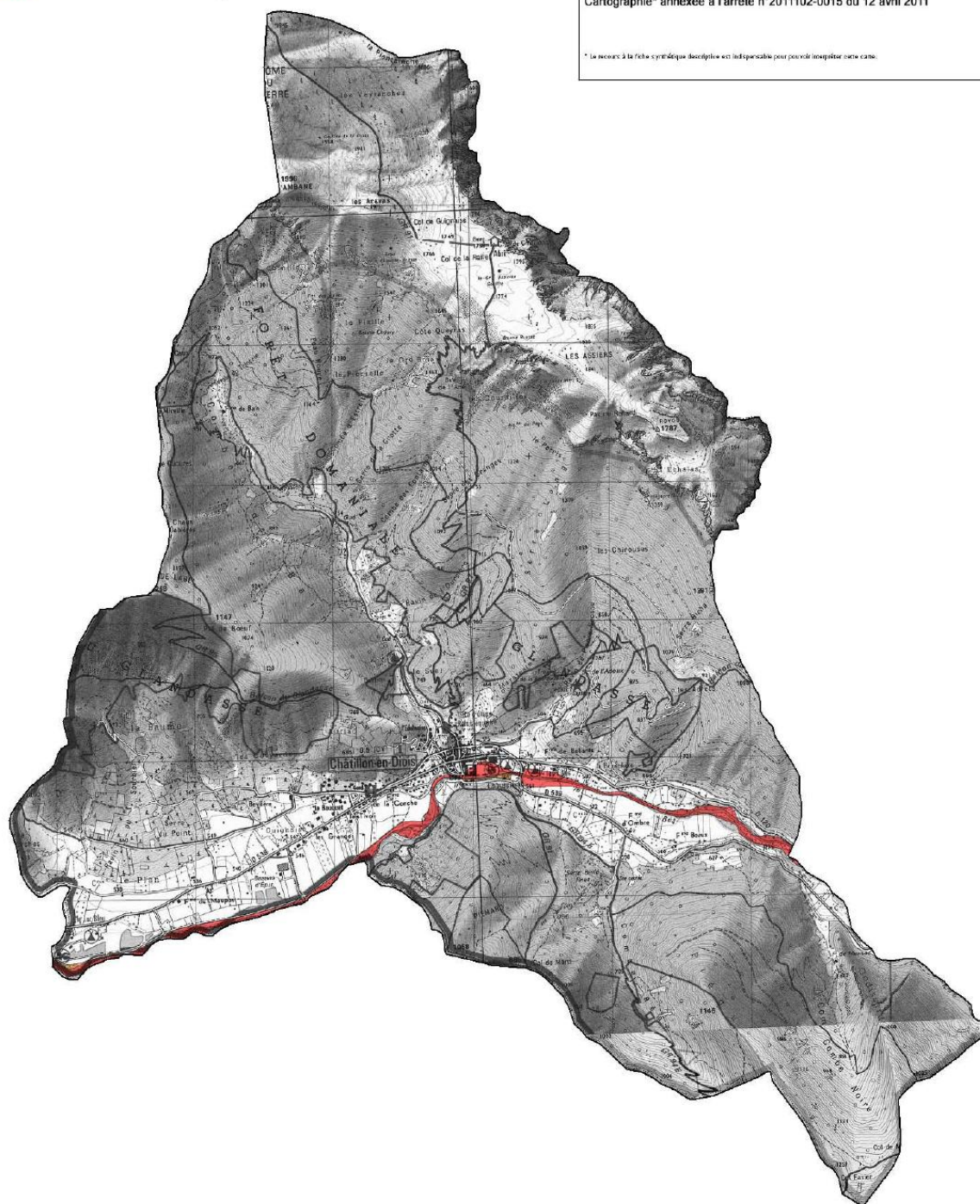
 **Information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers**

Commune de Chatillon-en-Diois

Cartographie de l'aléa inondation

Cartographie* annexée à l'arrêté n°2011102-0015 du 12 avril 2011

* la lecture de la fiche descriptive est indispensable pour pouvoir interpréter cette carte.



10.6 Cartes d'aptitude des sols (sans objet)

10.7 Plan zonage assainissement des eaux usées

10.8 Copie de la Délibération Municipale sur le zonage d'assainissement et eaux pluviales